

## Comment expliquer l'éternel retour des communistes en Europe ?



Un quart de siècle après la chute du mur de Berlin, les partis et groupes communistes, néo-communistes, ex-communistes et post-communistes de toutes obédiences sont toujours présents, par centaines, dans le paysage politique de l'espace européen. Extrait de "Communisme", sous la direction de Stéphane Courtois, publié aux éditions Vendémiaire (1/2).

Avec Stéphane  
Courtois

Markus « Mischa » Wolf, qui fut le chef de l'espionnage est-allemand de 1953 à 1989 et appartenait au groupe des personnalités les plus influentes en marge du PDS, est décédé en novembre 2006. Une de ses formules est aujourd'hui sur bien des lèvres des sympathisants des mouvances communistes et post-communistes :

« Le dernier mot n'a pas encore été dit. »

De fait, au terme de cette synthèse introductive, l'on doit s'interroger sur la situation du communisme et du post-communisme en Europe pour tenter de répondre à la question du déclin irréversible du communisme et de sa « mort politique » programmée ou sur une capacité de survie à long terme lui offrant, peut-être dans le cadre d'une très grave crise du capitalisme, une chance de rejouer un rôle politique important.

L'effondrement du système soviétique et de son modèle du « socialisme réel », les évolutions en cours dans les États encore communistes, l'apparition de mouvements politico-religieux remettant en cause au nom de l'Islam le capitalisme et l'impérialisme américain, les activités du mouvement altermondialiste, certes marxisant mais peu soucieux d'organisations partisans et d'« avant-garde », font que les partis communistes et post-communistes sont avant tout préoccupés par leur survie politique et leurs capacités – même modestes – d'intervention sur les sociétés et le champ politique. Les essais de reconstruction d'internationales et la centralité « chavezienne » – en voie d'affaiblissement en 2014 –, les coordinations régionales du « type nordique » ou la fondation du Parti de la Gauche européenne sont des signaux d'une volonté de vouloir changer les choses, dans un rapport de force globalement négatif.

Il faut cependant distinguer entre ce dernier et l'« idée » même du communisme. Son « noyau politico-religieux » semble, encore aujourd'hui, capable d'attirer les masses. L'idéal d'une société « juste », dans laquelle les biens matériels et immatériels seraient répartis entre tous ou accessibles de manière plus ou moins égalitaire, fascine bien des esprits et continuera à long terme de le faire, la pauvreté ou la paupérisation de couches de population étant évidente pour tous.

La situation en Europe n'est pas celle du Népal ou de l'Inde, régions où des guérillas marxistes-maoïstes sont au pouvoir ou contrôlent des régions entières. En Europe, à l'exception de la Moldavie, les partis communistes et post-communistes ont des résultats électoraux trop faibles pour accéder de manière légale et majoritaire au pouvoir et tenter une expérience de « transformation radicale » de la société et de l'économie. En raison de ces résultats électoraux tendanciellement déclinants, mais parfois suffisants pour constituer des poches de résistance arqueboutées sur des milieux spécifiques – par exemple les Bundeslander de l'ex-RDA –, ces partis ont la fonction ou sont instrumentalisés par les électeurs pour critiquer ou dénoncer les inégalités ou le mal-vivre dans le cadre

---

du « capitalisme vainqueur ».

Tous les acteurs communistes ou post-communistes, en fonction de leurs ressources intellectuelles – les intellectuels « organiques » décrits par Gramsci sont devenus rares dans ces partis et se retrouvent plutôt dans le mouvement altermondialiste – tentent à la fois d'analyser les causes de l'échec du « socialisme réel », mais aussi et surtout celles de la crise actuelle du capitalisme. L'idée, a priori convaincante, est que de cette réflexion pourrait émerger une stratégie politique gagnante, permettant de reconquérir les masses sur le modèle des années 1930.

Cette reconquête présuppose une reconstruction identitaire du communisme et de l'anticapitalisme sur des bases intellectuelles mêlant le neuf à l'ancien. La première dimension, d'ailleurs non politique en soi, en est la renaissance des études sur Marx, phénomène observable dans le monde anglo-saxon ces dix dernières années, et de plus en plus perceptible dans le monde. Orienté vers un débouché « pratique » en termes d'action politique – « Un autre monde est possible » –, existe un très important courant intellectuel critique du capitalisme qui se base sur les textes de Marx – le « jeune » et le « vieux » Marx –, de Rosa Luxemburg, Michel Foucault, Gilles Deleuze, voire même Pierre-Joseph Proudhon, pour ne citer que quelques auteurs. L'objectif est de sauver et de réactualiser le matérialisme historique, tout en rompant, au moins dans cette phase de reconstruction identitaire, avec la violence révolutionnaire et la terreur. Les frontières sont toutefois très mouvantes sur ce dernier point. Les ouvrages de Michael Hardt et d'Antonio Negri voient dans les mouvements sociaux et la « multitude » des sans-biens et sans-droits un potentiel révolutionnaire mondial opposé à un monde unipolaire dominé par l'impérialisme américain. D'autres penseurs, comme John Holloway, se laissent inspirer des thèses du sous-commandant Marcos et de sa guérilla néo-zapatiste. D'autres enfin ont vu dans la « révolution bolivarienne » d'Hugo Chavez un essai de fondation d'un « contreempire » socialiste. La richesse des productions intellectuelles, mais aussi l'évidence d'une possible nouvelle crise globale du capitalisme est un élément important pour l'avenir plus ou moins glorieux de l'altermondialisme et d'un communisme/post-communisme rénové et adapté au XXI<sup>e</sup> siècle.

Si elle est importante, cette démarche intellectuelle est sans doute insuffisante. En effet, l'analyse des résultats électoraux de la période 2007-2014 montre que les partis communistes et post-communistes ont été surpris par la crise de 2008-2009. Les appareils n'ont pas su saisir l'occasion et les électeurs n'ont que très rarement « récompensé » les forces anticapitalistes, SYRIZA étant une exception en Grèce. Un réflexe a joué en Europe : devant la crise et ses menaces sur l'emploi, le niveau de vie, les retraites et les acquis sociaux, les électeurs ont choisi la sécurité des gouvernements démocratiques, faisant confiance aux élites en place pour sauver ce qui pouvait l'être dans le cadre de la globalisation. Ce réflexe a renvoyé à une faiblesse du mouvement anticapitaliste de gauche et au caractère trop abstrait de son énorme production intellectuelle qui n'a pas atteint de larges couches d'électeurs. Ces derniers étaient certes hostiles d'instinct aux privatisations et aux remises en cause des acquis, mais n'ont pas relevé de compétence économique – en clair un véritable projet de société – dans les programmes des partis communistes et postcommunistes. Cette situation perdure en 2014 en Europe où la « gauche de la gauche » est perçue comme un moyen parfois utile de signaler aux élites politiques les insuffisances du système – plus de justice sociale –, mais elle n'est pas (encore ?) perçue comme une alternative crédible.

En dehors de formations traditionalistes fixées pour la plupart sur le marxisme-léninisme d'antan, les partis réformistes et post-communistes – PCF, PRC-Arc-en-ciel, SP, Die Linke – offrent à leurs électeurs, en dehors de la centralité du discours anticapitaliste, une dialectique internationaliste et anti-impérialiste, antiraciste et antifasciste. Une offre large avec un bilan ambigu.

La stratégie de « pression » sur la gauche démocratique pratiquée par la « gauche de la gauche » reste en définitive mal comprise par les électeurs en raison d'une remise en cause, même partielle, du système. D'autres acteurs sont présents et font concurrence : l'extrême-droite, qu'elle soit « dure » d'orientation « White power », national-populiste ou régionaliste. L'analyse du vote en faveur des nouvelles droites « radicales » depuis 1990 montre combien celles-ci ont su capter les suffrages de ce qui avait constitué les gros bataillons du communisme : les hommes, les chômeurs, les ouvriers et les « bas niveaux de formation ». Le cas français, avec la percée du Front national aux élections européennes de 2014, ou le cas autrichien avec le FPÖ sont symptomatiques. Pour l'avenir, même quand la vague radicale de droite retombe – par exemple en Bulgarie avec ATAKA –, un retour au bercail communiste est loin d'être assuré. Nombre d'anciens électeurs communistes se réfugient dans l'abstention. Le choix pour une formation située à la gauche de la gauche reste aussi très volatile, quand on observe les vagues de progression et de rétraction électorale – comme le cas d'izquierda Unida en Espagne.

Peut-on se risquer à un pronostic ? L'avenir du communisme et du post-communisme en Europe, y compris dans les pays autoritaires du type Biélorussie et Russie, est plutôt sombre. Les essais de réorganisation internationaliste au niveau du Parlement européen donnent à ce courant de gauche anticapitaliste une visibilité à la mesure de la force croissante, mais toujours restreinte, de cette institution. L'Europe se construit sans que le PCF ou Die Linke marquent de leur empreinte le projet, une situation amenée à perdurer au-delà des élections européennes de 2014. La crise du capitalisme est sans doute loin d'être achevée, mais les gouvernements ont su donner l'impression d'agir pour la maîtriser. Les mesures d'économie forcées ont offert au Parti communiste grec et à SYRIZA une chance de radicaliser des segments protestataires de la population, mais une révolte des « masses » n'est guère visible en Europe en 2014. Les électeurs sont insatisfaits, pratiquent à l'occasion le vote sanction, mais les barricades sont rares.

Extrait de "[Communisme](#)", sous la direction de Stéphane Courtois, publié [aux éditions Vendémiaire](#), 2014. Pour acheter ce livre, [cliquez ici](#).

□